

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Seudre

Réunion de la CLE n°2

Le 22 avril 2010, de 14h30 à 17h00

Salle Riondet de l'Agglomération Royan Atlantique

Compte-rendu

Document téléchargeable sur le site internet <http://gesteau.fr>

Rappel de l'ordre du jour

1. Présentation du fonctionnement hydrogéologique de la Seudre (Institut EGID – Bordeaux 3, M. Dupuy)
2. Présentation de la dernière version provisoire de l'état des lieux du SAGE
3. Recueil des remarques

Documents remis

Envois préalables par courrier : convocation, version provisoire de l'état des lieux (au 29/03/2010) sur CD ROM.

Le jour de la réunion : néant

Annexes au compte-rendu

Annexe 1 : Liste des membres présents ou représentés

Annexe 2 : Diaporama présenté par Alain Dupuy (Institut EGID, Bordeaux 3)

Annexe 3 : Diaporama présenté par Jean-Philippe DAVID (animateur du SAGE)

Compte-rendu détaillé

Personnes présentes : 35

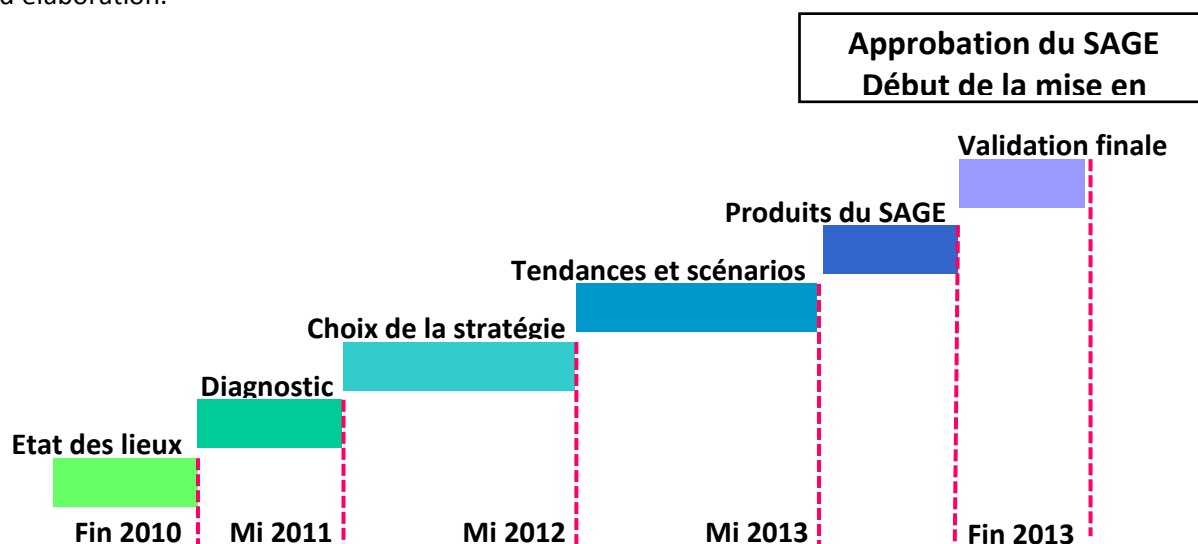
Pascal Ferchaud, président du Syndicat Mixte du SAGE de la Seudre, accueille les participants de la CLE et ouvre la séance à 14h30.

Avec la participation de 35 des 49 membres de la CLE, le quorum est atteint (voir annexe 1 – liste des personnes présentes).

Il revient, en guise d'introduction, sur les événements du 1^{er} avril 2010. Une réunion concernant les volumes prélevables par l'agriculture, organisée dans les locaux de la Communauté d'Agglomération

de Royan Atlantique, par la DDTM17, a été interrompue par une manifestation d'agriculteurs irrigants. La presse locale publiait le lendemain un article traitant du sujet, dont le contenu et les clichés étaient erronés, générant ainsi une méprise autour du SAGE. Pascal Ferchaud entend par cette précision « évacuer un malentendu ».

Il procède également à un rappel concernant l'organisation du SAGE. Il revient sur la composition de la structure porteuse du SAGE : le Syndicat Mixte d'Accompagnement du SAGE de la Seudre, et sa composition. Ensuite, il précise l'état d'avancement du SAGE en le replaçant dans la chronologie d'élaboration.



Enfin, il rappelle l'objectif de la CLE n°2 : la présentation de l'état des lieux du SAGE avant sa validation.

1. Présentation du fonctionnement hydrogéologique de la Seudre

Une fois les précisions préalables réalisées et notamment, la volonté de connaître le fonctionnement souterrain de la Seudre, la parole est donnée à Alain Dupuy. Il procède à une présentation pédagogique du fonctionnement hydrogéologique de la Seudre (diaporama en annexe 2).

2. Présentation de la dernière version provisoire de l'état des lieux du SAGE

Jean-Philippe DAVID, recruté en remplacement de Corinne CADIOU, présente un compte rendu synthétique de la dernière version provisoire de l'état des lieux de la Seudre (diaporama en annexe 3).

3. Recueil des remarques

Serge PELLETIER (CDC Haute Saintonge) juge que l'état des lieux tel que présenté, dresse un tableau trop noir de la Seudre.

Pascal FERCHAUD (Président du SMASS) rappelle que la présentation fait état de la situation telle qu'elle est constatée par l'intermédiaire des études actuellement disponibles. Il précise que certains points vont plutôt bien, mais que d'autres sont effectivement préoccupants. Selon lui l'état des lieux n'est pas si noir que ça, il le qualifie de « mitigé ». Il revient sur le fait que la Directive Cadre Européenne (DCE) impose des délais pour l'atteinte du bon état selon des critères qu'elle définit. En ce sens, l'objectivité de l'état des lieux lui semble importante, dans la mesure où la France devra rendre des comptes à l'Europe et pourrait être sanctionnée en cas de non-atteinte des objectifs. Il insiste sur l'objectivité de l'état des lieux et parle d'une nécessaire « lucidité » sur l'état du bassin.

Dominique TANTIN (Fédération 17 pour la pêche et le Protection des Milieux Aquatiques) revient sur le constat et précise qu'à son sens, il est fidèle à la réalité du terrain. Il aborde les volumes impliqués par l'agriculture en insistant sur le fait que les prélèvements considérés comme ceux représentatifs d'une année sèche, sont probablement supérieurs aux prélèvements réels. Ceci en raison d'une diminution des surfaces irriguées et d'une amélioration des pratiques. Il met l'accent sur les prélèvements du bassin amont (considérés hors nappe d'accompagnement) en précisant qu'ils ont certainement une influence sur l'écoulement de la rivière. Enfin, il remet en question le Débit Critique (DCR) de 25 l/s en affirmant que la vie piscicole est perturbée quand ce seuil est atteint.

Michel SERVIT (SMIDDEST) s'étonne de l'échéance 2027, fixée pour l'estuaire de la Seudre.

Michel LACOUTURE (UNIMA) lui répond que les objectifs ne sont pas fixés par la CLE et qu'ils devront être atteints sans dérogation et que pour cette raison il a été décidé d'affecter à certaines masses d'eau des objectifs moins ambitieux dans le temps car leur restauration pourrait s'avérer longue et coûteuse.

Michel Bertin (association Apromarais) aborde le thème du cadmium (principalement apporté par l'estuaire de la Gironde) et précise que le taux dans les coquillages diminue.

Yvette THOMAS (Chambre d'Agriculture) s'étonne des chiffres utilisés pour caractériser l'agriculture, datant du RGA 2000. Elle s'exprime sur les relations entre marais doux et marais salés, notamment sur les diminutions de salinité des chenaux. Elle revient sur le cas du chenal de la Poterie à Chaillevette (souvent jugé problématique en termes de dessalure) et présente des chiffres de salinité de 2006, plus bas à l'Eguille qu'à Chaillevette. Par cet exemple, elle entend mettre en avant la nécessité d'une observation fine et sur l'ensemble des chenaux, pour éviter de stigmatiser certaines situations. Elle insiste sur le suivi nécessaire de l'ensemble des chenaux de l'estuaire. Elle aborde également le thème des pollutions émergentes et déplore l'absence de protocole de suivi de ces substances (médicamenteuses, nanoparticules). Elle dénonce les problèmes récurrents de déversements accidentels dans les marais, d'eaux usées non traitées lors de dysfonctionnements des postes de relevage. Enfin, elle souhaiterait que figure dans l'état des lieux une synthèse de l'état du réseau de collecte des eaux usées. Elle ajoute qu'il serait en mauvais état, notamment à cause de son fonctionnement saisonnier, mais aussi de sa vétusté.

Pascal Ferchaud lui répond. Concernant les chiffres, il insiste sur le fait que dans la mesure du possible, les données récentes ont été recueillies. Il demande à l'assemblée de bien vouloir mettre à disposition du SMASS une éventuelle information plus récente. Sur les pollutions émergentes, il précise qu'aucune impasse ne sera faite et que des suivis pourront être faits.

Michel LACOUTURE aborde le thème des points de suivi du RCO servant à définir l'état des masses d'eau. Il voudrait savoir si les données issues du point situé à Saujon sont intégrées à l'état des lieux.

Jean-Philippe DAVID (Animateur du SAGE) lui répond. Il précise que l'état des lieux par masse d'eau présenté par l'Agence de l'Eau Adour Garonne à l'Europe, n'intègre pas les données de ce point. Par contre, il ajoute que ces données ont été considérées dans le document d'état des lieux.

Michel LACOUTURE poursuit et demande quels sont les motifs d'un transport solide impossible sur la Seudre.

Jean-Philippe DAVID lui répond en expliquant que la charge en transport sur le cours d'eau est arrêtée par les ouvrages transversaux.

Michel LACOUTURE pose la question des ouvrages mobiles pouvant s'effacer complètement en période hivernale et de leur effet sur le transport solide.

Jean-Philippe DAVID lui répond que ce genre d'équipement peut servir à provoquer des effets de chasse pour évacuer l'excès éventuel de sédiment et qu'une fois effacés, ils ne perturbaient plus (ou très peu) le transit solide. Il précise cependant que ce type d'ouvrage implique un fonctionnement artificiel du cours d'eau.

Michel LACOUTURE tient à préciser que l'usage du terme « assèchement des marais » est impropre, qu'il faut parler de dessèchement, car un certain niveau d'eau y est maintenu et fait l'objet d'une régulation. Il émet ensuite des doutes quant à l'exactitude des chiffres concernant la part d'eau douce apportée à l'estuaire en provenance des marais d'Arvert et Saint Augustin.

Michel BERTIN revient sur le cas du chenal de la Poterie. Selon lui, le protocole de gestion des pompes de Chalézac est à revoir. Il considère que les lâchers d'eau douce durant quatre heures à marée descendante, sont un mode de gestion qu'il conviendrait d'étendre à l'année et non plus au seul mois de décembre. Il désire entamer une discussion sérieuse avec les gestionnaires du marais pour mettre un terme à cette situation source de polémique.

Pascal Ferchaud lui répond en confirmant que le SAGE est un outil, de concertation et de consultation, adapté à la recherche commune de solutions.

Jean-Louis GIGNON (IFREMER) est consulté sur le cas du chenal de Chaillevette et avoue ne pas avoir d'éléments de réponse sur ce cas précis. Il ajoute, par rapport à l'état des lieux, que des commentaires seront proposés directement par écrit, notamment concernant l'interprétation des données.

Bernard DURAND (UFC Que choisir) précise qu'il faut bien faire la différence entre un état des lieux « des problèmes » et un état des lieux « des connaissances ». Il juge qu'il est impératif d'identifier les secteurs sur lesquels l'état des connaissances ne permettrait pas d'aboutir à un diagnostic. Il considère que la donnée concernant l'état chimique est insuffisante, aussi bien dans le temps que dans l'espace. Il propose également la mise en place d'une banque de données recueillant l'ensemble des analyses disponibles. Il ajoute qu'il serait bon de connaître les relations hydrogéologiques existantes sur la partie aval du bassin. Pour lui le progrès des connaissances est important pour parvenir à un bon état des lieux. Il poursuit sur le thème de l'assainissement et notamment sur les rejets de la station des Mathes. Selon lui, elle rejetterait à la mer sept millions de mètres cubes par an. Il suggère que cette eau soit réutilisée. Enfin, il conclue en demandant que soit intégré à l'état des lieux un chapitre sur le prix de l'eau.

Francis BONIN (ASA des Irrigants de Saintonge Centre) reprend les propos de B. DURAND concernant le rejet de sept millions de mètres cubes à la mer. Compte tenu des volumes prélevables annoncés (nuls ou presque), il confirme l'intérêt des irrigants pour la récupération de cette eau. Ensuite, il évoque les conclusions d'une étude du BRGM concernant le DOE qui ne serait pas respecté quatre années sur cinq, même si l'ensemble des prélèvements étaient suspendus. Il craint que malgré les restrictions agricoles DOE fixé par le SDAGE ne soit pas tenu. Il demande qu'une attention particulière soit portée à la valeur du DOE.

Benoît BITEAU (Association Nature Environnement 17), précise que le SAGE peut être une démarche ascendante, mais pour qu'elle fonctionne, l'état des lieux doit être unanimement accepté. Selon lui, pour qu'il le soit, l'objectivité du travail d'état des lieux est importante. Il juge que le document présenté fait preuve de l'objectivité requise et ne peut souffrir d'aucune réaction corporatiste.

Plusieurs intervenants abordent le thème des zones inondables. Il ressort de leur intervention une volonté de faire apparaître dans l'état des lieux les zones inondables du bassin.

François PATSOURIS (Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique) souhaite revenir sur le cas du chenal de la Poterie. A cause des zones urbanisées, en marge du marais, les agriculteurs du marais

de Saint Augustin ont du mal à maintenir les niveaux. L'imperméabilisation des surfaces augmente la quantité et la vitesse de ruissellement vers le marais. Cet état de fait implique de veiller à l'urbanisation dans les marais, particulièrement par l'intermédiaire des permis de construire.

Roger GUILLAUD (Maire de l'Eguille) juge que l'état des lieux est objectif. Il semble être lassé par la multiplication des réunions et considère qu'aujourd'hui il est temps d'avancer et que la validation de l'état des lieux est un pas important qu'il faut franchir rapidement.

Jacky VERNOUX (CDC Bassin de Marennes) ajoute qu'au cours de la phase de diagnostic des études complémentaires pourront venir compléter les connaissances manquantes. Elles pourront éventuellement mettre en exergue des enjeux encore non-identifiés.

Pascal FERCHAUD conclue en demandant aux membres de faire parvenir leurs remarques à Jean-Philippe DAVID, afin qu'il puisse terminer la rédaction du document. Il propose de réunir une CLE n°3 au mois de juin pour adopter le document.

La séance est levée à 18H00.